

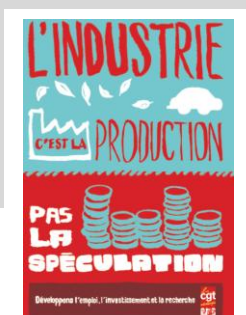
Pour un véritable projet industriel sur le Territoire

La CGT a décidé de mettre en avant les atouts, les savoir-faire et le potentiel industriel du Territoire de Belfort, pour y construire un projet industriel qui réponde aux besoins d'énergie et de transport des populations.

La CGT porte cette initiative et invite toute la population belfortaine à s'approprier ces propositions ainsi qu'à les faire connaître au plus grand nombre.

Le patronat veut faire du Territoire de Belfort une vitrine mondiale de l'énergie et du véhicule du futur (notamment ferroviaire)... la CGT répond chiche !

Cependant, ce projet ne devra pas se faire sans une production locale, sans les investissements nécessaires dans les outils de production, et sans formations. Comme la CGT l'a affirmé dès la décision de la vente des activités Energie du groupe Alstom, la fragilisation de la branche transport apparait évidente. Il y a donc urgence à se mobiliser toutes et tous autour de ce projet industriel ambitieux !



Fleuron belfortain ?

Depuis des semaines, plane sur la tête des salariés d'ALSTOM TRANSPORT un plan de licenciement de 300 personnes, sous couvert de manque de commande.

Contrairement à ce que dit la direction, elle est pleinement responsable de cette situation, de par sa volonté de ne plus vouloir fabriquer de locomotives sur le site belfortain.

Il est temps d'arrêter cette politique de désindustrialisation que ce soit à Belfort ou en France

N'est-il pas scandaleux d'utiliser de l'argent public pour investir et délocaliser au KAZAKHSTAN, en Russie ou d'autres pays et au final détruire les emplois à Belfort ?

ALSTOM a une responsabilité dans le développement industriel du site de Belfort, ne serait-ce qu'au vu des 86 millions de fond public Crédit Impôt Recherche (CIR), ainsi que des 6,3 millions de Crédit Impôt Compétitivité versés par l'Etat.

Suite à la loi sur la transition énergétique, 7 milliards d'euros de fonds publics seront investis dans l'éolien, et 700 millions dans le TGV du futur et pourquoi pas à Belfort ?

L'argent public doit servir au développement de l'emploi et à l'investissement pour moderniser l'outil de travail en France et non pas à licencier.

Alstom Belfort, berceau du TGV ; fort de ses atouts, de ses infrastructures solides, des salariés qualifiés, doit être en capacité de se développer au moment où sera lancé le TGV du futur (mise en œuvre 2018) et au moment où le projet du Grand Paris se met en place avec des besoins considérables en matériel roulant.

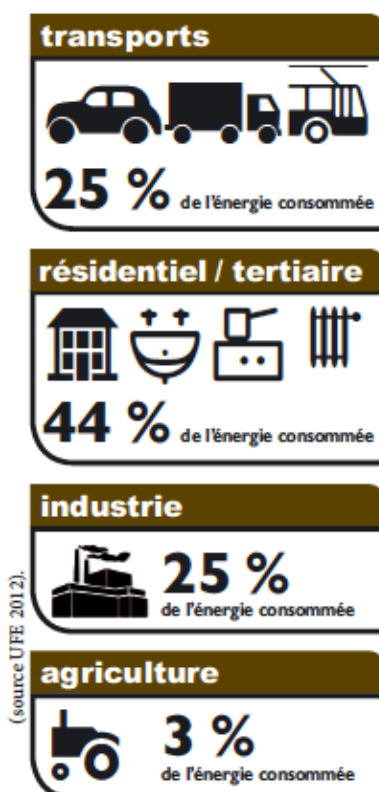
Quelle Energie ?

Il est vrai que nous pouvons faire des économies d'énergie et travailler sur la sobriété énergétique, diminuer notre consommation bref, consommer mieux...

Si nous ne pouvons qu'être d'accord sur la disparition nécessaire des gaspillages (publicités, éclairages inutiles...) nous devons légitimement nous interroger sur **ce qui est vital : L'éclairage, le chauffage, la santé mais également l'accès à la culture, à l'éducation, aux transports.**

L'électricité n'est pas stockable facilement et à grande échelle.

Aujourd'hui, seul l'hydraulique permet, de par sa conception (réserve d'eau), de répondre en quantité et c'est pourquoi la CGT s'oppose fermement à la privatisation des barrages telle que prévue par la loi Macron.



11 millions de Français sont en situation de précarité énergétique. Ils consacrent plus de 10 % de leur revenu à leur facture d'énergie. 90 % sont issus du parc logement privé, 62 % sont propriétaires et 55 % ont plus de 60 ans. **LA DÉRÉGLEMENTATION DU SECTEUR AGGRAVE CETTE SITUATION !**

Aujourd'hui, il faut la produire au moment où elle est consommée. Au moment où tout le monde utilise de l'énergie l'hiver quand il fait nuit, il n'y a pas de soleil, le vent ne souffle pas toujours.

En l'état des technologies, aucune énergie ne peut à elle seule répondre aux besoins. Ainsi nous devons nous positionner pour un mix énergétique

La concurrence accrue pour l'accès aux énergies et la raréfaction des ressources telles que le pétrole et le gaz contribuent à l'augmentation des prix.

C'est pourquoi il est nécessaire d'élaborer des stratégies de développement énergétique durable et de prendre des mesures pour améliorer l'accès à l'énergie pour tous, éviter les conséquences sociales négatives de la hausse des prix de l'énergie pour les consommateurs.



Et le transport ?

La restructuration des entreprises industrielles, le recentrage des productions sur un minimum de lieux, obligent les industriels à faire voyager de plus en plus les marchandises.

De par les politiques libérales pratiquées ces dernières années, le Territoire de Belfort, terre industrielle, devient aujourd'hui terre de transit. Il n'y a qu'à observer le trafic en augmentation sur l'A36, qui, pour rappel, est une infrastructure non concédée donc à la charge de l'Etat, même chose pour la RN19.

En ce sens, il faut une politique de réindustrialisation dans notre département. Dans le transport de marchandises, les tenants du libéralisme défendent l'ouverture à la concurrence comme la solution unique pour développer le fret ferroviaire et entraîner le report modal de la route vers le rail !

Ce recul est aussi la conséquence d'un choix politique. En effet, la SNCF ne peut à la fois équilibrer ses comptes dans un environnement concurrentiel et être compétitive face à un autre mode –le routier– qui n'est pas contraint d'assumer ses coûts externes.

Cette politique de casse, les réorganisations successives des services avec une séparation des activités, à l'instar des autres grandes entreprises de services public ; a amené un cloisonnement impactant l'efficacité des nœuds ferroviaires terrifortains. Dans ce contexte, nous estimons que le report modal s'est fait du rail vers la route et non l'inverse

avec des milliers de camions par mois traversant le département.

Pour rappel la SNCF, Société Nationale des Chemins de Fer Français, n'existe plus ! Depuis le 1er janvier 2015, la SNCF, société de transports publics de voyageurs et de marchandises est morte.

Pourtant, un transport ferroviaire public de qualité est un enjeu majeur pour notre pays dans notre département.

Il est urgent de réhabiliter la halte trois chênes dans les 2 sens, pour permettre aux travailleurs du techn'hom et bien d'autres citoyens-usagers de réaliser des trajets quotidiens entre leurs domiciles et leurs lieux de travail.

Il est urgent de concrétiser la réouverture de lignes telles que la ligne de Delle (qui permet une liaison internationale), la ligne de Belfort/Giromagny, la ligne de Belfort/Pont de roide et de pérenniser certaines liaisons telles que Paris-Est/Belfort/Bâle, Lyon/Belfort/Strasbourg en Train d'équilibre du Territoire.













Alors ...

Sur ces bases, nous devons créer les conditions d'un rapport de force afin de mettre en perspective les besoins humains et environnementaux tout en relançant l'économie et l'emploi.

La CGT sait qu'il faut conserver nos capacités de production, les améliorer, investir dans l'outil de travail, tant d'un point de vue technologique qu'humain.

La CGT porte une plate forme revendicative pour promouvoir :

-  La réduction du taux de vétusté de nos parcs machines et de nos infrastructures. (ferroviaires et énergétiques).
-  L'embauche de jeunes qui sortent de nos filières apprentissages, (convention ADEC du Territoire de Belfort).
-  Une formation professionnelle de qualité est à mettre en rapport avec l'évolution technologique de nos produits.
Le tutorat, la transmission du savoir-faire doit être une politique constante dans l'entreprise.
-  Le développement du TGV du futur qui améliore les économies d'énergie (davantage de places dans les rames et amélioration de la sécurité), et de nouveaux engins de traction pour le fret (bi-mode).
-  La production du matériel roulant nécessaire au « projet du Grand Paris », (métro, RER, train).
-  Le remplacement et la rénovation d'anciennes capacités de production (turbines centrales...).
-  La mise en place et l'innovation de nouvelles capacités énergétiques durables (stockage)
-  La réfection d'infrastructures pour les adapter aux différentes sources énergétiques
-  Des relevés de la contribution de l'utilisation de l'énergie aux émissions de gaz à effet de serre.
-  L'aménagement des gares et du réseau (nécessaire pour la sécurité des circulations, la sûreté des usagers).

Toute la CGT revendique un avenir industriel, créateur d'emploi et répondant aux enjeux de demain afin de préparer la filière énergétique et les transports du futur.

Ce sont donc sur ces bases que nous devons créer les conditions d'un rapport de force afin de mettre en perspective les besoins humains et environnementaux tout en relançant l'économie.